

Bagnolet, le 23 janvier 2024

Monsieur Christophe BECHU
*Ministre de la transition écologique et de
la cohésion des territoires*
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint Germain
75007 PARIS

N/REF : FSU/VCG/2024/01

Objet : manifestations agricoles

Monsieur le ministre,

La colère gronde au sein de la profession agricole. Le mal-être réel d'une part importante de la profession s'exprime dans la rue avec comme cible les politiques environnementales sur le thème « l'environnement ça commence à bien faire » et le service public de l'environnement en bouc-émissaire de tous les malheurs.

La transition écologique a reculé dans l'ordre protocolaire des ministères, loin derrière l'agriculture. Nous sommes toujours en attente de la composition complète des responsables politiques et de leurs attributions au sein de notre pôle ministériel.

Face à des organisations agricoles qui prônent le maintien d'une agriculture productiviste dans le déni des conséquences du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité, la situation de faiblesse actuelle de notre pôle ministériel nous inquiète au plus haut point.

Le 16 janvier, à Toulouse, les sites de la cité administrative et de l'agence de l'eau ont été la cible des manifestants. Le panneau officiel « pôle transition écologique de l'Etat en Occitanie » avec les logos des trois établissements (Agence de l'eau Adour Garonne, Ademe, OFB) a été la cible de la violence. La police savait qu'il y aurait des dégâts puisqu'ils ont laissé entrer dans la ville des dizaines de bennes de fumier.

Aucune plainte n'a été déposée suite à ces exactions ; nous n'avons entendu aucune condamnation de votre part.

Le 19 janvier, c'était le site de la DREAL Occitanie à Carcassonne qui a fait l'objet d'un attentat d'un groupuscule agricole bien connu pour la violence de ses actes.

Depuis, les sites de l'Etat sont régulièrement visés par les manifestants en département et en région. Hélas, de nombreux précédents existent également envers les services de l'OFB ou de l'Etat. Les conséquences peuvent être lourdes, à l'exemple de l'incendie des locaux de l'OFB à Brest ou de la dégradation des locaux de la direction interrégionale maritime Manche Est Mer du Nord au Havre au printemps 2023.

Face à l'impunité dont bénéficient ces actions, face à l'agressivité croissante de ces manifestations d'organisations socio-professionnelles, l'inquiétude monte parmi vos agent.es.

Ce recours à des pratiques qualifiables d'agri-terroristes et leur impunité sont d'autant moins acceptables que dans le même temps, certaines associations écologistes, stigmatisées par votre gouvernement sous le terme « éco-terroristes » sont criminalisées pour leurs actes de désobéissance civile qui se limitent souvent à la simple organisation de manifestation. Par ailleurs, nombre de manifestants lors du mouvement contre la réforme des retraites ont été poursuivis sans bénéficier d'une quelconque clémence ou compréhension.

Parmi la population, à 80% urbaine, une attente forte d'équité est prégnante, le sentiment de 2 poids-2 mesures étant trop largement répandu.

Parmi vos personnels, une attente forte s'exprime pour que soient dénoncées les pressions exercées ainsi sur les agent.es dans l'exercice de leurs missions d'accompagnement des politiques de transition écologique, que ce soient des missions de contrôles, de financement ou de conseil et qu'un message clair sur la légitimité de leurs missions soit envoyé au plus haut niveau.

Le Sne-FSU vous demande de rappeler aux chefs de services qu'il est de leur devoir de garantir aux agent.es sécurité et bonnes conditions de travail dans l'exercice de leurs fonctions. Nous vous demandons également qu'une plainte soit systématiquement déposée suite aux dégradations matérielles, aux intimidations, menaces et insultes des agent.es publiques.

Cela fait maintenant 18 mois que nous n'avons pu échanger directement, notre dernier rendez-vous programmé qui devait se dérouler le 9 janvier n'ayant pu se concrétiser. Nous réitérons notre demande, trop longtemps mise en attente, de pouvoir vous rencontrer. L'actualité s'y prête, malheureusement !

Dans cette attente, nous vous prions de croire, Monsieur le ministre, en l'expression de notre très haute considération.

**Pour la FSU de la transition écologique,
des territoires et de la mer**

La Secrétaire Générale du Sne-FSU



Véronique CARACO-GIORDANO